

COLLECTIVITES DU VAL SAINT ELOI

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Table des matières

REGLEMENT DU SERVICE	2
Définitions, Glossaire.....	3
MODIFICATIONS :	4
<i>Article 1er : Objet du règlement</i>	6
<i>Article 2 : Champ d'application territorial</i>	6
<i>Article 3 : La fréquence de contrôle périodique</i>	6
<i>Article 4 : Responsabilités et obligations des propriétaires</i>	6
<i>Article 5 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles</i>	7
L'entretien des ouvrages	8
<i>Article 6 : Droit d'accès des AGENTS DU SPANC</i>	8
<i>Article 7 : Information des usagers après contrôle des installations</i>	9
Chapitre II : Contrôle de conception et d'implantation des installations.....	9
<i>Article 8 : Responsabilités et obligations du propriétaire</i>	9
<i>Article 9 : Contrôle de la conception et de l'implantation des installations</i>	9
Chapitre III : Contrôle de bonne exécution des installations	10
<i>Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire</i>	10
<i>Article 11 : Contrôle de la bonne exécution des ouvrages</i>	11
Chapitre IV : Diagnostic des installations équipant des immeubles existants	11
<i>Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble</i>	11
<i>Article 13 : Diagnostic des installations d'un immeuble existant</i>	11
Chapitre V : Contrôle de Bon fonctionnement des ouvrages.....	12
<i>Article 14 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble</i>	12
<i>Article 15 : Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages</i>	12
Chapitre VI : Contrôle de l'entretien des ouvrages	12
<i>Article 16 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble</i>	12
<i>Article 17 : Contrôle de l'entretien des ouvrages</i>	13
Chapitre VII : Dispositions financières	13
<i>Article 18 : Redevance d'assainissement non collectif</i>	13

Article 19 : Montant de la redevance	13
LES REDEVANCES COMMUNALE	14
LES REDEVANCES LIÉES AUX CONTRÔLES DES INSTALLATIONS NEUVES	14
LES REDEVANCES LIÉES AUX CONTRÔLES DES INSTALLATIONS EXISTANTES.....	14
LES REDEVANCES LIÉES AUX VENTES	15
LES PÉNALITÉS	15
Article 20 : Redevables	15
Article 21 : Recouvrement de la redevance	15
Chapitre VIII : Procédure établie en cas d'impossibilité de rentrer sur la propriété privée pour le technicien chargé du contrôle	15
Article 22 : Procédure adoptée en cas d'impossibilité de rentrer sur la propriété privée pour le technicien chargé du contrôle	15
Chapitre IX : Dispositions d'application	16
Article 23 : Sanctions pénales (Code de la construction ou de l'urbanisme et pollution des eaux)	16
Article 24 : Sanctions pénales (arrêté municipal ou préfectoral)	16
Article 25 : Voies de recours des usagers	16
Article 26 : Publicité du règlement	16
Article 27 : Modification du règlement	16
Article 28 : Date d'entrée en vigueur du règlement	17
Article 29 : Clauses d'exécution	17

DEFINITIONS, GLOSSAIRE

Assainissement non collectif : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (provenant des cuisines, buanderies, salles d'eau...) et les eaux vannes (provenant des WC).

SPANC : service public de l'assainissement non collectif.

Usager du Service Public de l'assainissement non collectif : L'usager du service public d'assainissement non collectif est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'usager de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

MODIFICATIONS :

Modifier le mardi 18 mars 2025 par le maire David Seimpère soumis et voté lors du conseil municipal du : 20/09/2024.

- 1- Ajout de la table des matières.
- 2- Ajout du chapitre « MODIFICATIONS »
- 3- Remplacement de disposition générales par article L2224-8

ARTICLE 2 : suppression du terme : « La Commune » sera désignée dans les articles suivants par le terme générique « la collectivité » :

- 4- ARTICLE 3 : DEFINITIONS → Déplacement du contenu de l'article 3 dans le glossaire.
- 5- ARTICLE 3 : LA FREQUENCE DE CONTROLE PERIODIQUE demander dans l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif conformément à l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales, du contenu du règlement de la collectivité ne dans son règlement.
- 6- ARTICLE 5 : LE MAINTIEN EN BON ETAT DE FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES → Dans la phrase : A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif. Suppression de la mention « définies à l'article 3 ».
- 7- Dans l'article 21, suppression du nom de Baume-Les-Dames dans la phrase : Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le service de Trésorerie de Baume-Les-Dames.

Les collectivités sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

I. – Les collectivités sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. Dans ce cadre, elles établissent un schéma d'assainissement collectif comprenant, avant la fin de l'année 2013, un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées. Ce descriptif est mis à jour selon une périodicité fixée par décret afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages.

II. – Les collectivités assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble. Le contrôle du raccordement est notamment réalisé pour tout nouveau raccordement d'un immeuble au réseau public de collecte des eaux usées conformément au premier alinéa de l'article L. 1331-1 du même code et lorsque les conditions de raccordement sont modifiées. A l'issue du contrôle de raccordement au réseau public, la collectivité établit et transmet au propriétaire de l'immeuble ou, en cas de copropriété, au syndicat des copropriétaires un document décrivant le contrôle réalisé et évaluant la conformité du raccordement au regard des prescriptions réglementaires. La durée de validité de ce document est de dix ans. Le contrôle effectué à la demande du propriétaire de l'immeuble ou du syndicat des copropriétaires est réalisé aux frais de ce dernier et la collectivité lui transmet ce document dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des collectivités et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III. – Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, la collectivité assure le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission consiste :

1° Dans le cas des installations neuves ou à réhabiliter, en un examen préalable de la conception joint, s'il y a lieu, à tout dépôt de demande de permis de construire ou d'aménager et en une vérification de l'exécution. A l'issue du contrôle, la collectivité établit un document qui évalue la conformité de l'installation au regard des prescriptions réglementaires ;

2° Dans le cas des autres installations, en une vérification du fonctionnement et de l'entretien. A l'issue du contrôle, la collectivité établit un document précisant les travaux à réaliser pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Les modalités d'exécution de la mission de contrôle, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et des risques de pollution de l'environnement, ainsi que le contenu du document remis au propriétaire à l'issue du contrôle sont définis par un arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement. Les collectivités déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans. Elles peuvent assurer, avec l'accord écrit du propriétaire, l'entretien, les travaux de réalisation et les travaux de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation de tout ou partie d'une installation d'assainissement non collectif. Les installations d'assainissement non collectif recevant des eaux usées domestiques ou assimilées au sens de l'article L. 214-2 du code de l'environnement et n'entrant pas dans la catégorie des installations avec

traitement par le sol font l'objet d'un agrément délivré par un ou plusieurs organismes, notifiés par l'Etat à la Commission européenne au titre du règlement (UE) n° 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/ CEE du Conseil, compétents dans le domaine des produits d'assainissement et désignés par arrêté des ministres chargés de l'environnement et de la santé. Les ministres chargés de l'environnement et de la santé peuvent, dans des conditions précisées par décret, demander à l'organisme notifié de procéder à une nouvelle évaluation d'une demande d'agrément que celui-ci a instruite.

Conformément au VII de l'article 63 de la loi n° 2021-1104, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2023 pour les territoires non concernés par le décret prévu au IV.

Article 1er : Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de déterminer les relations entre les usagers du service public de l'assainissement non collectif (SPANC) et ce dernier, en fixant ou en rappelant les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, le cas échéant, leur réhabilitation, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, enfin les dispositions d'application de ce règlement.

Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur les résidences et bâtiments du territoire de la collectivité de : Le Val Saint Eloi.

Article 3 : La fréquence de contrôle périodique

Cette fréquence peut varier selon le type d'installation, ses conditions d'utilisation et les constatations effectuées par la collectivité lors du dernier contrôle.

Installation conforme : **tous les 10 ans.**

Installation non conforme avec danger : **tous les 4 ans.**

Installation non conforme sans danger : **tous les 8 ans.**

Dans le cas des installations présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement, les contrôles peuvent être plus fréquents tant que le danger ou les risques perdurent.

Dans le cas des installations nécessitant un entretien plus régulier, notamment celles comportant des éléments électromécaniques, la collectivité peut décider :

- a) Soit de procéder à des contrôles plus réguliers si un examen fréquent des installations est nécessaire pour vérifier la réalisation de l'entretien, des vidanges et l'état des installations.
- b) Soit de ne pas modifier la fréquence de contrôle avec examen des installations, mais de demander au propriétaire de lui communiquer régulièrement entre deux contrôles, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges.

Article 4 : Responsabilités et obligations des propriétaires

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Ce propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eau usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC.

La conception et l'implantation de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 07 septembre 2009 modifié par arrêté du 7 mars 2012, complété le cas échéant par la réglementation locale et destinées à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement. Ces prescriptions concernent les conditions d'implantation, de conception, et de réalisation de ces installations, leur consistance et leurs caractéristiques techniques ; le respect de ces prescriptions donne lieu à un contrôle, obligatoire pour les propriétaires, qui est assuré par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au présent règlement.

Article 5 : Responsabilités et obligations des occupants d'immeubles

LE MAINTIEN EN BON ETAT DE FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles et la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif.

Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement dès l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- Les eaux pluviales,
- Les ordures ménagères même après broyage,
- Les huiles usagées,
- Les hydrocarbures,
- Les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,

- Les peintures,
- Les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions.
- Tous produits* qui peuvent altérer le fonctionnement des équipements.

**Produit ménager, hydrocarbures, liquides corrosifs, les acides, les médicaments.*

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur :

- ✓ De maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes.
- ✓ D'éloigner tout arbre et plantation des dispositifs d'assainissement.
- ✓ De maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages)
- ✓ D'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

L'ENTRETIEN DES OUVRAGES

L'utilisateur d'un dispositif d'assainissement non collectif, occupant des lieux, est tenu d'entretenir ce dispositif de manière à assurer :

- Le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage.
- Le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- L'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VIII.

Article 6 : Droit d'accès des AGENTS DU SPANC

Les agents du SPANC ont accès aux propriétés privées pour assurer les contrôles (article L.1312-1 du Code de la Santé Publique). Le contrôle est précédé d'un avis de visite au propriétaire de l'immeuble et le cas échéant à l'occupant dans un délai de sept ouvrés. L'utilisateur doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service.

En cas d'absence, un avis de passage est déposé dans la boîte aux lettres. Le propriétaire doit prendre contact avec le SPANC dans un délai de 10 jours afin de convenir d'un nouveau rendez-vous. Pour ce faire, les coordonnées téléphoniques du service à contacter sont mentionnées sur l'avis de passage.

Au cas où il s'opposerait à cet accès pour une opération de contrôle technique, les agents du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle d'effectuer leur contrôle et transmettront le dossier à la collectivité pour donner suite.

Cet article est également valable pour les techniciens mandatés par la collectivité et chargés du diagnostic des installations d'assainissement non collectif.

Article 7 : Information des usagers après contrôle des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de contrôle sont consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée par courrier à l'occupant des lieux, ainsi que le cas échéant, au propriétaire de l'immeuble, et par voie électronique à la mairie de la collectivité dans un délai de 15 jours ouvrés.

L'avis rendu par le service à la suite du contrôle est porté sur le rapport de visite.

Les modalités d'information du propriétaire de l'immeuble ou, le cas échéant de l'occupant de l'immeuble sont réalisées par voie postale.

La mairie en garde un exemplaire.

Le SPANC peut être contacté par courrier ou par téléphone aux coordonnées mentionnées dans le présent règlement.

Le présent règlement est disponible en mairie.

CHAPITRE II : CONTROLE DE CONCEPTION ET D'IMPLANTATION DES INSTALLATIONS

Article 8 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix, lorsque cela est jugé nécessaire par le service, une étude de définition de filière, afin que la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes du terrain et son bon dimensionnement soient assurés.

La conception et l'implantation de toute installation, nouvelle ou réhabilitée, doivent être conformes à l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par arrêté du 7 mars 2012 et à toute réglementation en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Article 9 : Contrôle de la conception et de l'implantation des installations

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

Contrôle de la conception de l'installation dans le cadre d'une demande de permis de construire.

Le pétitionnaire retire auprès du mandataire de service désigné par collectivité un dossier comportant :

- a) Un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser - La liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :
- b) Un plan de situation de la parcelle
- c) Un plan de masse du projet de l'installation
- d) Un plan en coupe de la filière et du bâtiment
- e) Une description du nombre de pièces principales

- f) Une description technique et un dimensionnement de la filière d'assainissement non collectif retenue
- g) Une étude de sol lorsque la filière d'assainissement non collectif retenue l'exige ou en présence de contraintes particulières sur la parcelle (sol hydromorphe, présence d'une nappe, de roche, zone inondable...)

Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques) le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet (arrêté du 7 septembre 2009 modifiés par arrêté du 7 mars 2012).

Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné au service par le pétitionnaire.

S'il l'estime nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis au pétitionnaire dans les conditions prévues à l'article 7. Il le transmet également au service instructeur du permis de construire qui le prendra en compte dans les dispositions prévues par le Code de l'Urbanisme.

Contrôle de la conception de l'installation en l'absence de demande de permis de construire Le propriétaire d'un immeuble qui projette, en l'absence de demande de permis de construire, d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante, doit informer le SPANC de son projet. Un dossier comportant les pièces mentionnées ci-dessus, lui est remis.

Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière dont le contenu est rappelé ci-dessus.

Le dossier de l'installation (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir), est retourné au prestataire de service par le pétitionnaire. Le cas échéant après visite des lieux par un agent du service dans les conditions prévues par l'article 6, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service dans les conditions prévues à l'article 7, au pétitionnaire qui doit respecter pour la réalisation de son projet et à la collectivité qui donne également son avis. Si l'avis est défavorable, le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC et de la Collectivité sur celui-ci. Si l'avis est favorable avec réserves, le projet peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces réserves dans la conception de son installation.

CHAPITRE III : CONTROLE DE BONNE EXECUTION DES INSTALLATIONS

Article 10 : Responsabilités et obligations du propriétaire

Le propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants. Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC et de la Collectivité, à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation visée à l'article 9 ou, en cas d'avis favorable avec réserves, après modification du projet pour tenir compte de celle-ci.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse contrôler leur bonne exécution avant remblaiement, par la visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article

6. Le propriétaire ne peut faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service.

Article 11 : Contrôle de la bonne exécution des ouvrages

Ce contrôle a pour objet de vérifier que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC. Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement et le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 6.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 7 et à la collectivité. Si cet avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour les rendre conformes à la réglementation applicable.

CHAPITRE IV : DIAGNOSTIC DES INSTALLATIONS EQUIPANT DES IMMEUBLES EXISTANTS

Article 12 : Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble

Tout immeuble existant rejetant des eaux usées domestiques, et non raccordé au réseau public d'assainissement, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif, maintenue en bon état de fonctionnement par l'occupant de l'immeuble. Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle de diagnostic.

Article 13 : Diagnostic des installations d'un immeuble existant

Tout immeuble visé à l'article 12 donne lieu à un contrôle de diagnostic par le prestataire de service désigné par la collectivité pour réaliser ces contrôles.

Le SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place, dans les conditions prévues à l'article 6, destinée à vérifier :

- L'existence d'une installation d'assainissement non collectif
- L'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation
- Le bon fonctionnement de celle-ci apprécié dans les conditions prévues à l'article 15.

Le propriétaire prépare pour le jour de la visite tout documents relatifs à la conception, au dimensionnement et à l'entretien de son système d'assainissement non collectif : factures de vidanges et de curage, facture de réparation, maintenance et d'entretien pour les équipements électromécaniques ; plans, schémas, étude de dimensionnement et documentation en sa possession concernant son système d'assainissement....

Le propriétaire rend accessible pour le jour de la visite l'ensemble des regards d'accès aux équipements d'assainissement non collectif : bac à graisses, fosses septiques, toute eaux, regard de collecte, de répartition....

A la suite de ce diagnostic, le SPANC émet un avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans les deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Il est adressé par le service au propriétaire de l'immeuble et le cas échéant à l'occupant des lieux dans les conditions prévues à l'article 7.

CHAPITRE V : CONTROLE DE BON FONCTIONNEMENT DES OUVRAGES

Article 14 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 5.

Article 15 : Contrôle de bon fonctionnement des ouvrages

Le contrôle périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Ce contrôle est exercé sur place par les agents du SPANC dans les conditions prévues par l'article 6. Il a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité
- Vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration
- Vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse

En outre :

- S'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé,
- En cas de nuisances de voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement des installations est déterminée par le SPANC en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations. A l'issue du contrôle de bon fonctionnement, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec réserves, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. Le SPANC adresse son avis à l'occupant des lieux, et le cas échéant au propriétaire des ouvrages, dans les conditions prévues par l'article 7. Si l'avis comporte des réserves ou s'il est défavorable, le SPANC, invite, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- Soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances
- Soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

CHAPITRE VI : CONTROLE DE L'ENTRETIEN DES OUVRAGES

Article 16 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble est tenu d'entretenir ce dispositif dans les conditions prévues à l'article 5. Il peut réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisi librement l'entreprise ou l'organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur de ces opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires.

L'entreprise qui réalise une vidange de fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement à vidanger, est tenu de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire le document prévu à l'article 7 de l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009.

L'utilisateur doit tenir à la disposition du SPANC une copie de ce document.

Article 17 : Contrôle de l'entretien des ouvrages

Le contrôle périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien visées à l'article 16 sont régulièrement effectuées pour garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- Vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet, l'utilisateur présentera le bon de vidange remis par le vidangeur.
- Vérification le cas échéant de l'entretien des dispositifs de dégraissage

Selon le cas, le contrôle de l'entretien peut être effectué par le SPANC par simple vérification de la réception d'une copie du bon de vidange, ou par visite sur place dans les conditions prévues aux articles 5,6, notamment lorsqu'il est effectué à l'occasion d'un contrôle de bon fonctionnement.

A l'issue d'un contrôle de l'entretien, le SPANC invite, le cas échéant, l'occupant des lieux, à réaliser les opérations d'entretien nécessaires. Si ce contrôle a donné lieu à une visite sur place, le rapport de visite ainsi que cette demande du service lui sont notifiés simultanément dans un même document.

La fréquence du contrôle périodique de bon fonctionnement et d'entretien des installations d'assainissement non collectif est fixée à 5 ans.

Dans le cas d'installations identifiées comme présentant un danger pour la santé des personnes ou des risques avérés de pollution de l'environnement, la fréquence du contrôle peut être réduite à 6 mois tant que le danger ou le risque perdure.

Dans le cas d'installations nécessitant un entretien plus régulier, notamment, celles comportant des éléments électromécaniques peuvent décider soit de procéder à des contrôles plus réguliers, soit de demander au propriétaire de lui communiquer régulièrement entre deux contrôles les documents attestant des opérations d'entretien et de vidange.

CHAPITRE VII : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 18 : Redevance d'assainissement non collectif

Les prestations de contrôle assurées par le service public d'assainissement non collectif donnent lieu au paiement par l'utilisateur d'une redevance d'assainissement non collectif dans les conditions prévues par ce chapitre. Cette redevance est destinée à financer les charges du service.

Article 19 : Montant de la redevance

Le montant de la redevance varie selon la nature des opérations de contrôle :

GRILLE TARIFAIRE

- ▶ Les frais de gestions : 35.00 € (forfaitaire). Redevance communale.
- ▶ Contrôles des installations neuves (175€ conception & 25€ réalisation) : 200.00 €
- ▶ Contrôles des installations existantes : 150.00 € (*Maisons acquise depuis 2021*)
- ▶ Dans le cadre d'une vente : 150.00 €
- ▶ Redevance de pénalités : 150.00 €

Ces montants seront fixés et révisés par une délibération du conseil municipal.

A noter qu'en cas de mise à jour du rapport à la suite d'une visite ou en cas d'un déplacement supplémentaire, une redevance communale vous sera facturée en plus.

La grille tarifaire des prestations du SPANC est envoyée après chaque approbation ou modification à l'ensemble des immeubles de la collectivité par voie postale, ou joint à toute nouvelle demande de certificat d'urbanisme ou de permis de construire. Les tarifs sont également disponibles en mairie.

Le montant de la redevance est calculé sans redevance communale (redevance + redevance communale)

LES REDEVANCES COMMUNALES

Redevance applicable dans tous les cas de figure énumérée ci-dessous et à chaque contrôle :

Cette redevance est à la charge du propriétaire occupant. Les tarifs sont TTC.

Redevance communale : 35€ TTC

Elle peut être **majorée** dans les cas suivants :

- Absence répétée lors des rendez-vous de contrôles. **60€**
- Absences de conformités répétées lors de ventes successives. **250€** (vendeur)
- Intervention des autorités communales (pollution, etc.... **31€/Heures** de jour – **95€ / Heures** nuit, dimanches et jours fériés).

Les majorations peuvent être cumulées.

Cette redevance ne peut en cas être versée à la communauté de commune en cas de reprise de compétence, mais uniquement à la collectivité.

En cas d'ajout de taxe supplémentaire ou de modification de tarif, ces tarifs devront être validés par le conseil municipal de la Collectivité.

LES REDEVANCES LIÉES AUX CONTRÔLES DES INSTALLATIONS NEUVES

A noter qu'en cas de modification du projet de conception (installation initialement validée remplacée par une autre nécessitant l'édition d'un nouvel avis du SPANC) ou en cas d'un déplacement supplémentaire pour la visite de bonne exécution, une redevance communale vous sera facturée en plus.

Ces deux prestations sont facturées ponctuellement après leur réalisation pour le compte du propriétaire de l'installation.

LES REDEVANCES LIÉES AUX CONTRÔLES DES INSTALLATIONS EXISTANTES

Diagnostic initial de l'existant et contrôle périodique de bon fonctionnement : redevance forfaitaire.

Cette redevance est due et facturée après service rendu au propriétaire de l'immeuble qui peut ensuite répercuter cette charge au titulaire de l'abonnement à l'eau (ex : les locataires).

Le diagnostic initial et le contrôle périodique seront facturés de manière forfaitaire, mais l'utilisateur qui le souhaite peut choisir un mode de facturation annuelle, c'est-à-dire de payer chaque année un cinquième du coût de la prestation après réalisation.

LES REDEVANCES LIÉES AUX VENTES

Dans le cadre d'une vente, depuis le 1er janvier 2011, l'avis technique émis par le SPANC après ce diagnostic, est l'un des documents obligatoires que le vendeur doit fournir à l'acheteur avant toute transaction définitive (signature de l'acte authentique de vente) :

Pour les immeubles n'ayant jamais été diagnostiqués, les immeubles dont le rapport date de plus de 5 ans ou pour les immeubles ayant déjà été diagnostiqués et dont le rapport date de plus de 3 ans et de moins de 5 ans, le diagnostic sera facturé au vendeur.

LES PÉNALITÉS

Sanctions en cas d'absence d'installation ou dysfonctionnement grave de l'installation existante (diagnostic réalisé présentant un défaut de sécurité sanitaire et/ou risque environnemental, avec obligation de travaux sous 4 ans) : Redevance forfaitaire majorée à 100% et facturée après constat de l'agent SPANC.

Article 20 : Redevables

La part de la redevance d'assainissement non collectif qui porte sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages est facturée au propriétaire de l'immeuble.

Article 21 : Recouvrement de la redevance

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le service de Trésorerie.

Sont précisés sur la facture :

- le montant de la redevance détaillée par prestation ponctuelle de contrôle (prix unitaire HT)
- Toute modification du montant de la redevance ainsi que la date de son entrée en vigueur
- La date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement - l'identification du service d'assainissement, ses coordonnées (adresse, téléphone, télécopie) et ses jours et heures d'ouvertures.

CHAPITRE VIII : PROCEDURE ETABLIE EN CAS D'IMPOSSIBILITE DE RENTRER SUR LA PROPRIETE PRIVEE POUR LE TECHNICIEN CHARGE DU CONTROLE

Article 22 : Procédure adoptée en cas d'impossibilité de rentrer sur la propriété privée pour le technicien chargé du contrôle

1-envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception demandant de prendre un autre rendez-vous sous un mois.

2-une fois ce délai passé, si la visite n'a pas été effectuée, un deuxième courrier recommandé avec accusé de réception rappellera que le SPANC aura recours à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique, le

propriétaire pourra être astreint au paiement de la somme équivalente à la redevance qu'il aurait payée au service public d'assainissement si son immeuble avait été équipé d'une installation d'assainissement autonome réglementaire, majorée de 100 %. Le SPANC imposera un nouveau rendez-vous qui se déroulera en présence d'un agent assermenté.

3- Le technicien ANC et le Maire (ou une personne assermentée) se rendent sur les lieux. Si le contrôle ne peut toujours pas être réalisé, l'article L.1331-8 du Code de la santé publique concernant l'obstacle à l'accomplissement des fonctions peut être appliqué.

CHAPITRE IX : DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 23 : Sanctions pénales (Code de la construction ou de l'urbanisme et pollution des eaux)

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif lorsque celle-ci est exigée en application de la législation en vigueur, sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, expose le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions.

Article 24 : Sanctions pénales (arrêté municipal ou préfectoral)

Toute violation d'un arrêté municipal ou préfectoral fixant des dispositions particulières en matière d'assainissement non collectif pour protéger la santé publique, en particulier en ce qui concerne l'interdiction de certaines filières non adaptées, expose le contrevenant à l'amende prévue par l'article 3 du décret n°73-502 du 21 mai 1973.

Article 25 : Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du juge administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception du rapport de visite. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 26 : Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé, sera affiché en mairie pendant deux mois. Il est remis au propriétaire de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif, lors du contrôle de conception et d'implantation. Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public en Mairie.

Article 27 : Modification du règlement

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées selon la même procédure que celle suivie pour son adoption.

Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, doivent être portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application. Tout cas particulier non traité dans le règlement sera traité par délibération en conseil communautaire.

Article 28 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur après mise en œuvre des mesures de publication suivante :

1. Délibération du conseil municipal.
2. Diffusion du règlement à l'ensemble des propriétaires d'immeuble résident du village.
3. Diffusion du règlement à l'ensemble des propriétaires d'immeuble ne résident pas le village.

Article 29 : Clauses d'exécution

Le Maire de la collectivité, les agents techniques de la société déléguée au Service Public d'Assainissement non collectif par la collectivité et le receveur de la collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Conseil municipal lors de la séance du **vendredi 6 septembre 2024**.

Fait au VAL SAINT ELOI

Le 01/10/2024

Le Maire :

D. Seimpère

